

Jega, Attahiru (ed.). – *Identity Transformation and Identity Politics under Structural Adjustment in Nigeria*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet (in collaboration with the Centre for Research and Documentation, Kano), 2000, 235 p., bibl.

Françoise Ugochukwu

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/1501>  
ISSN : 1777-5353

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2002  
ISBN : 978-2-7132-1774-6  
ISSN : 0008-0055

**Référence électronique**

Françoise Ugochukwu, « Jega, Attahiru (ed.). – *Identity Transformation and Identity Politics under Structural Adjustment in Nigeria*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet (in collaboration with the Centre for Research and Documentation, Kano), 2000, 235 p., bibl. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 167 | 2002, mis en ligne le 22 juin 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/1501>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

---

Jega, Attahiru (ed.). – *Identity Transformation and Identity Politics under Structural Adjustment in Nigeria*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet (in collaboration with the Centre for Research and Documentation, Kano), 2000, 235 p., bibl.

Françoise Ugochukwu

---

- 1 Cet ouvrage est né de la collaboration d'un groupe de chercheurs de Zaria et Kano travaillant en équipe depuis février 1995. Il a le mérite de proposer une analyse détaillée de la dynamique des politiques identitaires au Nigeria, sujet diversement exploré, tout en offrant, sur la situation du pays, une perspective à la fois historique et actuelle, régionale et fédérale. S'appuyant par des éléments de comparaison avec d'autres pays, cette analyse vise une meilleure compréhension de la transformation des politiques identitaires du pays dans le contexte du programme d'ajustement structurel (SAP) mené par les régimes militaires et de la transition vers un gouvernement civil entre 1986 et 1996. Cette étude interdisciplinaire, qui a bénéficié du soutien de l'Institut nordique africain d'Uppsala et du Centre de recherche et de documentation de Kano, rassemble dix chapitres de qualité inégale mais formant visiblement un tout cohérent, et apporte un éclairage neuf sur plus d'un sujet.
- 2 Le champ des politiques identitaires, longtemps évité dans la crainte d'ébranler les processus d'unification nationale, attire aujourd'hui, et de plus en plus, l'attention des chercheurs. Les auteurs justifient cet intérêt en montrant que ces politiques sont intimement liées au processus de démocratisation à l'œuvre dans les sociétés capitalistes

plurielles du type du Nigeria. La nationalité, le groupe ethnique, la religion, la parenté, les associations de travail et le sexe ont de tout temps servi de base à des identités non pas tant individuelles que communautaires en ce qu'elles permettent à l'individu de se définir par rapport au groupe. La formation de l'espace identitaire, son dynamisme et sa mobilité sont ici analysés à partir d'une remontée dans le temps qui révèle le rôle politique déjà ancien joué par ces identités – nordiste/sudiste, musulman/chrétien, Hausa-Fulani/Yoruba-Igbo – et leur usage par les gouvernements successifs. L'ouvrage met en lumière, sous ces questions d'identité, l'impératif d'accumulation capitaliste hérité de l'ère coloniale, et fait état des luttes des Nigériens – bureaucrates, policiers, militaires, magistrats et politiciens – pour l'accès à l'économie capitaliste dès les années 1970.

- 3 Parmi les questions posées par cette étude, qui se veut aussi neutre que critique, se trouvent celles de la nature, du rôle et de l'étendue des transformations des identités et des politiques identitaires, leur relation avec le programme d'ajustement structurel et l'impact de ce dernier sur le pays. Le second chapitre rappelle que le Nigeria d'après l'indépendance a ostensiblement et systématiquement poursuivi un projet d'unité nationale qui impliquait la relégation, voire la destruction, des autres identités auxquelles devait se substituer une identité nigérienne détribalisée, séculière et patriotique – projet qui semble bien difficile à atteindre. Il traite ensuite du rôle spécifique de l'État dans la résurgence et le soutien des politiques d'identité pendant la période de crise et d'adaptation, particulièrement dans le contexte des programmes de transition vers un régime civil. Nous revivons les luttes syndicales des années 1980 et 1990 de leurs débuts à leur paralysie, en passant par les déchirements provoqués par les mesures coercitives prises à l'encontre des militants par le gouvernement et par les tentatives de sabotage venues de leurs propres rangs. L'État est présenté comme irresponsable, « dispensant, comme à l'accoutumée, protection et largesses à ses alliés et acolytes et cherchant à intimider, harceler, voire éliminer ceux perçus comme des opposants » (p. 36), cependant qu'il tente, dans le même temps, de se servir de ces politiques identitaires pour légitimer son existence tout en brandissant l'identité nationale comme modèle. Ceux exclus du pouvoir recourent quant à eux aux mêmes politiques pour contester l'action gouvernementale, et entrent ainsi dans un engrenage susceptible de créer les conditions d'une instabilité perpétuelle et de faciliter le maintien du pouvoir entre les mains des militaires. Le chapitre rend compte de la déception populaire, après les luttes pour l'indépendance, face à un gouvernement avant tout préoccupé de satisfaire des ambitions personnelles.
- 4 Le troisième chapitre traite plus particulièrement de l'exacerbation des identités ethno-régionales liée aux longues années de gouvernement militaire et au syndrome de « transition permanente » (p. 47) qui les accompagnait, au cours de trois périodes distinctes, de part et d'autre de la guerre civile : une première mobilisation identitaire pour l'accès au pouvoir régional, une seconde contre la désintégration du pays entre 1967 et 1970, et dans un troisième temps une mobilisation des régions pour la conquête du pouvoir central, désormais seul pouvoir réel et détenteur des maigres ressources fédérales. Cette situation a elle aussi engendré des pratiques discriminatoires et un usage injustifié de la violence, qui se sont intensifiés du fait du SAP, et que l'État s'est montré incapable d'endiguer, la classe dirigeante tendant à exclure une masse de plus en plus nombreuse des ressources dispensées par le gouvernement. Les auteurs offrent ici une analyse pertinente des mécanismes d'appropriation du pouvoir politique et économique. Ils brossent un rapide tableau des ethnies majoritaires du pays tout en mettant l'accent à

la fois sur ce qui les sépare et sur l'affaiblissement progressif des pouvoirs régionaux, et proposent une analyse clinique des tensions interethniques tout en s'en dissociant. Le chapitre suivant, témoin de la centralité de la foi religieuse dans la vie sociale nigériane, s'intéresse aux identités religieuses et note l'explosion du réveil fondamentaliste, enregistrée pendant la période étudiée, en même temps qu'il mesure la dimension des progrès de la prise de conscience identitaire religieuse que cette explosion a engendrée et souligne la relation entre politique et religion dans le pays. Ce faisant, il montre en outre que la religion n'est pas seulement source d'identité mais engendre un système de valeurs et de croyances. Le chapitre, qui se terminera sur un appel à la trêve, rappelle le débat engendré dans les années 1980 par le rapprochement entre le Nigeria et l'Organisation de la conférence islamique (OIC), fait l'historique des émeutes à caractère religieux qui ont déchiré le Nord entre 1991 et 1996, plus particulièrement à Kano, Kaduna, Kafanchan, Katsina, Yola, Zaria, et dans l'État de Bauchi, et montre, citations des leaders musulmans et chrétiens à l'appui, leur opposition fondamentale en même temps que les retombées de ces émeutes sur les agglomérations urbaines, les jeunes et la classe moyenne. Un détail révélateur a retenu notre attention : Salifu, candidat aux élections présidentielles de 1990, est cité comme ayant prédit que « Dieu amènera(it) un chrétien (au pouvoir) non pour se venger mais pour construire la nation » (p. 68).

- 5 Le cinquième chapitre traite la question des identités minoritaires, à partir d'une étude de trois domaines où la gestion politique s'est révélée particulièrement difficile. Il montre les minorités en lutte face à un pouvoir d'abord régional puis central au fur et à mesure de la multiplication des États, et argue que les changements politiques, la crise économique et la concentration du pouvoir entre les mains des militaires ont eu tendance à altérer les contours des identités minoritaires tout en révélant leur faiblesse politique. Ce qui distingue la minorité, pour l'auteur, n'est pas tant la taille de sa population ou la spécificité de sa culture, que sa faiblesse face à une politique électorale ethnicisée. Aussi romantique qu'elle paraisse, la mention de la création, en 1993, d'une « quatrième force » appelant les minorités à s'unir pour proposer une alternative face aux trois groupes ethniques majoritaires, est symptomatique d'une prise de conscience. Le sixième chapitre, après avoir rappelé l'importance historique des mouvements de femmes dans la politique du pays, lui oppose l'utilisation condescendante des discours féminins sous le régime de Babangida, et examine la mise en place de programmes comme celui de *Better Life* et leur relation à une politique marquée par une conception hégémonique du pouvoir masculin. L'auteur souligne le fossé séparant les femmes rurales des citadines et la masse de l'élite, et met en lumière la position de client du Conseil national des sociétés féminines – dominé par les femmes de l'élite et les épouses des dirigeants – vis-à-vis du pouvoir, et la caution qu'elles apportaient au gouvernement en place. Un chapitre, nourri de l'expérience syndicale personnelle de son auteur et partant de l'hypothèse selon laquelle la classe n'est que l'une des identités des travailleurs, se penche sur les paradoxes de l'identité syndicale et démontre, à partir d'une analyse des mécanismes de mise en place du SAP et d'une comparaison avec d'autres pays africains, que le démantèlement des syndicats avait, pour les bureaucrates de la Banque mondiale, un sens à la fois politique et économique. Cette identité, enracinée dans une longue tradition de militantisme, n'a cependant été fondamentalement modifiée ni par le SAP, ni par l'accroissement de la pauvreté, ni par la subordination des dirigeants syndicalistes au pouvoir. La mobilisation des identités ethno-régionales a par contre eu un impact sur la lutte syndicale, qui l'a à son tour influencée.

- 6 L'une des catégories sociales les plus touchées par la crise a été la jeunesse, du fait de l'effondrement du système éducatif et de la raréfaction des emplois. Les trois derniers chapitres considèrent différents aspects de l'identité « jeune » dans le pays, à commencer par les bandes d'adolescents de Kano et leur transformation, sous les coups de boutoir du SAP, en gangs de délinquants juvéniles adonnés à la violence et au crime. Cette analyse est suivie de celle des « *area boys* » de Lagos, une étude qui remet en question les stéréotypes attachés à ce groupe de plus en plus éclectique où se côtoient jeunes gens, jeunes filles et adultes chômeurs, et qui accuse le pouvoir d'avoir poussé ces jeunes à la délinquance et d'en avoir fait des boucs émissaires livrés à la vindicte populaire. Une dernière étude met en lumière le rôle politique joué par les mouvements étudiants dans les luttes populaires entre 1986 et 1996, et montre comment la détérioration du système éducatif provoquée par la mise en place du programme d'ajustement structurel a conduit les étudiants à s'organiser pour finalement confronter le pouvoir avec un agenda politique dépassant largement les limites de l'éducation.
- 7 L'une des questions fondamentales posées par l'ouvrage est celle de la définition de l'identité nigériane – selon l'un des auteurs, « l'idéal, loin d'être encore réalisé, d'une citoyenneté commune » (p. 97), un idéal de plus en plus souvent remis en question. Pour mieux illustrer leur propos, les auteurs n'hésitent pas à recourir à la littérature et citent, dans ce qu'ils appellent des « diversions littéraires » (p. 44), *Le Malaise* et *Le Démagogue* d'Achebe, et le *Journal de détention* de Saro-Wiwa. La lecture des études rassemblées par Jega, témoignant d'une bonne connaissance du pays et oscillant entre le désir de neutralité et d'objectivité et le plaidoyer chaleureux, ne laisse pas indifférent. On pourra regretter l'absence d'index, mais la bibliographie, extrêmement éclectique, est solidement ancrée au Nigeria et, outre les livres publiés sur les sujets traités, s'appuie sur de très nombreux documents – articles de presse, documents légaux, bulletins et livrets imprimés et diffusés localement. Selon les auteurs eux-mêmes, l'ouvrage soulève plus de questions qu'il n'offre de réponses et se veut davantage un travail de pionnier ayant pour vocation de susciter d'autres études, et ouvrant la voie dans un domaine selon eux largement ignoré par la recherche conventionnelle.